Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1607

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le parti socialiste a reçu, au Conseil national, l'appui de l'UDC, mais ce soutien du financement des assurances sociales, que les votes du 16 mai ont laissé non résolus.

considérable. Elle correspond à 0,8 point de TVA. Dans une répartition nouvelle que propose le National et qui donnerait la moitié aux cantons et la moitié à l'AVS, la Confédération serait privée de 830 millions. Est-il sage de lui couper une telle recette au moment où elle engage un nouveau plan d'économies? Et les cantons, quoique ménagés, perdraient globalement 400 millions. Le financement de l'AVS ne peut pas être assuré au détriment d'autres secteurs tout aussi vitaux; l'AVS doit avoir ses ressources propres directement affectées de la TVA.

Concurrence et alliance

En jouant la carte de l'AVS avec l'UDC, le parti socialiste devrait, regardant où il met les pieds, s'assurer du terrain. Car l'UDC, qu'il s'agisse de l'or (on se souvient de son initiative repoussée par le peuple) ou qu'il s'agisse des bénéfices, a toujours prétendu que c'était un financement suffisant pour équilibrer l'AVS. Tel n'est pas le cas en réalité. Conséquemment, le moment venu, l'UDC exigera des économies sur les prestations ou une révision de l'âge de la retraite. Les compagnons de route UDC et PS ne sont donc pas destinés à faire long chemin commun. N'aurait-il pas été préférable que les partis gouvernementaux négocient un plan de financement des assurances sociales? On y retrouverait l'AI, la retraite flexible de l'AVS, le point de TVA nécessaire d'ici à dix ans. Le PS aurait peut-être plus de chances de trouver des appuis durables au centre alors que ceux de l'UDC ne sont que circonstanciels.

L'AVS doit avoir ses ressources propres directement affectées de la TVA.

Enfin, il faut remarquer que la cause des cantons est entachée par la concurrence fiscale dont certains se font les champions. Pourquoi prendre en compte les revendications de plusieurs d'entre eux, s'ils ristournent par allégements fiscaux les recettes nouvelles? La loyauté confédérale exigerait que des seuils limitent la concurrence fiscale. Les cantons pourraient les établir par concordat, la Confédération ayant les moyens de le rendre obligatoire pour les récalcitrants, comme le prévoit le projet de péréquation. Nous reviendrons et développerons ce sujet par lui-même.

Quand le Parlement sera las des navettes sur l'or et les gains de la BNS peut-être prendra-t-il assez de recul pour poser enfin les problèmes de fond. *ag*

Latin vivant

Pour ceux qui ne fréquentent pas le Vatican mais seulement l'enseignement classique, le latin est une langue morte, comme d'ailleurs le grec et l'hébreu. Or l'hebdomadaire de gauche alémanique *WoZ* vient de prouver le contraire. Dans un numéro spécial à l'occasion de la visite du Pape en Suisse, il nous révèle dix termes et deux phrases en latin moderne.

Affamés (nombreux) : *multitudo famelicorum*
Avion à réaction : *aeroplanum aerihaustorium*
Banque mondiale : *argentaria ad omnes spectans nationes*
dollar : *nummus Americanus*
Grève : *operis cessatio*
Lutte de classe : *dimicatio alterius ordinis in alterum*
Marxisme : *Marxiana placite*
Prise de courant : *capsella contactus electrici*
Syndicat : *opificum collegium*
Téléviseur : *instrumentum televisorium*
J'aime le football : *follis pede pulsandi sum cupidissimus*
Je suis centre-avant : *medius incursor sum*

Qu'attend-on pour substituer le latin moderne à l'anglais comme «lingua franca»? Ni le grec moderne, ni l'iwrit ne lui disputeront cette chance. Et l'espéranto a échoué. *cfp*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
André Gavillet (ag)
Jerôme Meizoz
Charles-F. Pochon (cfp)
Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Presses Centrales Lausanne SA

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40

E-mail
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch